



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 6 mai 2025

Nos réf. : SAU/EC/MT n° 25-240

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SAIPOL**

« Les Essarts » - 10400 LE MÉRIOT

Code AIOT : 0005702999

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 avril 2025 dans l'établissement SAIPOL implanté « Les Essarts » 10400 LE MÉRIOT. L'inspection a été annoncée le 18 mars 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a eu lieu dans le cadre de l'action nationale 2025 "Perte d'utilités".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAIPOL
- « Les Essarts » 10400 LE MÉRIOT
- Code AIOT : 0005702999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

SAIPOL à LE MÉRIOT est une filiale de la société SAIPOL qui appartient au groupe français AVRIL. Les principales activités de la filiale du Mériot sont la trituration de graines d'oléagineux (3,6 millions de tonnes de graines triturées), le semi-raffinage d'huiles végétales et l'estérification à savoir la production d'EMHV (d'ester méthylique destiné à la fabrication de biodiesel). Le site est SEVESO seuil bas.

## **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 alinéa 1	Sans objet
2	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
3	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 alinéa 2	Sans objet
4	Arrêts et mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 alinéa 3	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5 alinéa 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a rempli son objectif de sensibilisation de l'exploitant aux problématiques induites par la perte d'utilité électrique. Le site ayant été autorisé avant le 1<sup>er</sup> septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité sont à réaliser avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

En réponse à l'annonce de la visite d'inspection, l'exploitant s'est emparé des questions relatives à la perte d'utilité électrique. Un plan d'action a été rédigé en amont de la visite d'inspection. L'équipe s'est appuyée sur les prescriptions contrôlées et sur les questions transmises pour lister les actions nécessaires à engager. Les échéances de mise en conformité sont comprises entre le 2 mai 2025 et le 31 décembre 2025, dont la plupart avant le 30 juin 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>[Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1<sup>er</sup> septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026.]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan d'action a été rédigé en amont de la visite d'inspection. L'équipe s'est appuyée sur les prescriptions contrôlées et sur les questions transmises pour lister les actions nécessaires à engager pour atteindre la conformité avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026. Il est intégré à l'outil interne permettant de fixer des échéances et de déterminer la personne en charge de l'action considérée. 12 actions sont listées à ce jour. Chacune a été présentée à l'inspection des installations classées lors de la visite. Les échéances sont comprises entre le 2 mai 2025 et le 31 décembre 2025. 10 de ces 12 actions sont programmées avant le 30 juin 2025.</p> <p>La production s'arrête en cas de perte d'utilités électriques. Tous les mouvements dans les ateliers sont à l'arrêt. Les installations critiques identifiées par l'exploitant sont le pompage et le traitement de l'eau de forage, l'air comprimé, les tours aéroréfrigérantes et les chaudières.</p> <p>Les systèmes de sécurité gaz et incendie sont secourus par batteries. La protection incendie (sprinklage, déluge, ...) est secourue par batteries dans un premier temps, puis par le groupe diesel. Le groupe électrogène secourt automatiquement l'atelier estérification, notamment l'instrumentation, la supervision et la torchère. L'instrumentation et la supervision du reste du site sont secourues par des onduleurs dans un premier temps, puis par ordre de priorité par le groupe électrogène qui vient réalimenter manuellement les onduleurs pour une durée donnée. Cet ordre de priorité est fixé par la fiche réflexe présentée lors de l'inspection. Elle contient la capacité disponible, les consommations individuelles de chaque équipement, la consigne de couper l'éclairage. Y figurent également le numéro d'urgence du fournisseur ENEDIS pour réalimenter le site et le numéro d'astreinte de la société assurant la maintenance des installations électriques.</p> <p>Conformément à la stratégie définie initialement lors de sa construction, le site est branché à 2 transformateurs haute tension couvrant la région du Nogentais, à raison d'une ligne d'alimentation par transformateur. En cas de panne de l'un d'eux, le site est basculé manuellement sur le second par un opérateur ENEDIS, ce qui peut prendre plus ou moins de temps selon l'implantation de l'opérateur d'astreinte. L'exploitant étudie avec son fournisseur la possibilité de réaliser cette bascule automatiquement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des tests et des actions de maintenances sont prévus par les consignes. Les critères à vérifier sont définis dans les fiches des mesures de maîtrise des risques instrumentalisée (MMRi). Ils sont intégrés aux modes opératoires, même si la traçabilité est aujourd'hui manquante. L'exploitant s'est engagé à y remédier dans son plan d'actions, ainsi qu'à vérifier leur adéquation avec les prescriptions des fournisseurs.</p> <p>Parmi les 5 typologies de MMRi présentes sur le site, la traçabilité est réalisée pour 2 d'entre elles, en cours pour une troisième et les 2 autres sont projetées. Par sondage, la fiche relative à la sonde de température, référencée TE01-TT4, a été établie le 1<sup>er</sup> avril 2025 pour le test réalisé le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et elle a été présentée en séance. Elle mentionne les 3 parties de la MMRi : capteur, logique et actionneur. Il a été vérifié que, lors d'une coupure électrique, l'actionneur revient en position de sécurité, les alarmes sont remontées, les conditions de redémarrage sont conformes et les conditions de remise en fonctionnement sont remplies. Un test des alimentations est également requis selon la typologie de la MMRi considérée. Pour la sonde, ce test n'est ni prévu, ni réalisé.</p> <p>Des contrôles électriques périodiques Q18 et Q19, définies par le référentiel APSAD, sont réalisés semestriellement pour les équipements situés en atmosphère explosives ATEX et annuellement pour les autres. Un contrôle annuel est également réalisé pour les cellules haute tension, dont l'arrivée ENEDIS, pour les tableaux généraux basse tension, pour la cellule de comptage et pour le groupe électrogène.</p> <p>L'autonomie des équipements de secours électrique est testée et fait l'objet d'une maintenance. Cependant, il n'y a actuellement aucun plan de maintenance formalisé. C'est l'une des actions définies dans le plan d'action.</p> <p>Les essais sont réalisés lors de l'arrêt annuel, en charge avec l'éclairage et l'instrumentation, sans process. Aucun banc de charge n'est utilisé.</p> <p>La gestion adéquate des équipements de secours électrique est garantie par le respect des recommandations de la société de maintenance, considérée comme experte par l'exploitant. Ces équipements de secours sont implantés dans des bâtiments chauffés et ventilés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 <sup>er</sup> septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2026.]
<b>Constats :</b> Le contrôle a été réalisé par sondage sur l'un des phénomène dangereux conduisant à des effets irréversibles qui sortent des limites du site. Parmi les 4 mesures de maîtrise des risques associées, la perte d'utilité pourrait être impactante sur une seule d'entre elles. A noter les autres mesures de maîtrise des risques du site sont majoritairement passives, c'est-à-dire que la perte d'utilités n'impacte pas leur action. Pour le phénomène dangereux étudié par sondage, les autres mesures de maîtrise des risques sont inopérantes en cas de pertes d'utilité, mais la source de leurs risques associés est supprimée puisque la production est arrêtée. La procédure formalisant les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations est, à ce jour, inexistante, mais sa rédaction est incluse dans le plan d'action présenté en séance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Arrêts et mise en sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 alinéa 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

[Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1<sup>er</sup> septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026.]

**Constats :**

L'activité est stoppée en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

L'exploitant a identifié les équipements devant être secourus électriquement :

- Tours aéroréfrigérantes
- Sprinklage
- Groupes froids
- Air comprimé
- Prélèvement d'eau en forages et traitement
- Chaudières pour assurer la production de vapeur
- Instrumentation et supervision
- Système de sécurité incendie et gaz
- 1 ventilateur et 4 pompes d'extraction de l'unité d'estérification : E136, P120, P122, P45, P46

De plus, il a estimé que les équipements suivants peuvent s'arrêter durant un temps restreint et qu'ils doivent être secourus électriquement dans un temps déterminé :

- Conditionneurs en trituration
- Solex (pré-chauffeur)
- Absorption
- Condensation
- EDT, équipement de la trituration destiné à désolvanter les tourteaux

Par ailleurs, tous les transporteurs et élévateurs s'arrêtent automatiquement en position de sécurité. Les autres équipements peuvent s'arrêter complètement, sans risque identifié.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Équipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. [...]

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.

**Constats :**

La liste des équipements à l'arrêt a été présentée en séance. 5 équipements étaient alors répertoriés à l'arrêt. Notamment la presse n°3 qui avait été remise en fonctionnement la veille au soir, mais pour laquelle l'application de suivi SAP n'avait pas été encore mise à jour. Lors des échanges, il est apparu que cette liste n'est pas exhaustive. En effet, elle est complétée par la liste des shunts et par les autorisations de travail établies dans le cadre des actions de maintenance.

L'exploitant s'assure de la pérennité de la mise en sécurité, y compris la surveillance du process, en cas de perte d'électricité, par les mesures suivantes :

- Personnel posté présent 24h/24 puisque le site fonctionne en 5x8h ;
- Instrumentation et supervision secourues en tout temps ;
- Astreintes pour les prestataires liés aux utilités listées dans le constat précédent (eau, vapeur, air comprimé) ;
- Astreinte interne.

Les équipements devant être secourus électriquement, listés dans le constat précédent, représentent un besoin de 1 048 A. Ils sont secourus dans un 1<sup>er</sup> temps par des batteries ou des onduleurs, puis par le groupe électrogène de 2 300 A. La réserve en carburant, présente en permanence sur le site, permet d'assurer une autonomie du groupe électrogène d'environ 15 h. L'exploitant s'est rapproché de son fournisseur local pour tenter d'établir un accord sur une potentielle astreinte, mais déplore ne pas avoir la possibilité d'utiliser son biocarburant OLEO100 à cet effet, lors de situations exceptionnelles.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 6 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.</p> <p>[Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1<sup>er</sup> septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026.]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle a été réalisé par sondage. 4 mesures de maîtrise des risques sont associées au phénomène dangereux retenu. En cas de perte d'utilité électrique, 3 sont inopérantes mais les risques qu'elles impactent sont supprimés à la source par l'arrêt de l'installation. La dernière appartient à l'instrumentation pour laquelle une alimentation de secours est prévue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite